

JUIN 2023

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



GREENPEACE



Mai 2022 : 250 militant-es bloquent l'entrée de l'AG de TotalEnergies pour exiger des engagements en faveur du climat. Au premier plan : Edina Ifticène, chargée de campagne à Greenpeace France.

© Basile Mesré-Barjon / ANV COP21 · Alternatiba Paris
Les Amis de la Terre France - Greenpeace

SOMMAIRE

- 4 Édito**
- 7 Le mot du président**
- 8 Victoires et faits marquants de l'année**
- 10 Chiffres clés 2022 en France**
- 11 Chiffres clés 2022 à l'international**
- 12 Campagnes : avancées 2022, perspectives 2023**
 - 13 Agriculture et Forêts
 - 14 Océans, Transports et Pétrole
 - 16 Énergie et Climat
- 18 Rapport financier 2022**
- 22 Stratégie et vision de Greenpeace : notre théorie du changement**
- 24 Greenpeace, une histoire d'engagement**
 - 25 Vos dons en action
 - 26 Relations adhérent·es
 - 27 Libéralités
 - 28 Greenpeace et ses diverses formes d'engagement : témoignages
 - 30 Groupes locaux et luttes locales
 - 32 Alliances avec d'autres acteurs du changement
 - 33 S'engager autrement

**Les grands changements
semblent impossibles au début
et inévitables à la fin.**

— BOB HUNTER

Membre fondateur de Greenpeace

Publié en juin 2023 par Greenpeace France · Directeur de la publication : Jean-François Julliard · **Conception et rédaction :** Éléonore Thélot, Laurence Veyne · **Rédaction en chef :** Éléonore Thélot · **Ont collaboré à ce document :** Stéphane Barde, Nathalie Biteau, Sylvain Breuzard, Delphine de la Encina, Jean-François Julliard, Bénédicte Roget, Magali Rubino, Éléonore Thélot, Laurence Veyne, Laurent Wainer
Direction artistique : Marie Fabre · **Relecture :** Delphine de la Encina · **Fabrication :** Christine Pournot · **Impression :** Imprimerie Garlan

ÉDITO

Greenpeace France, c'est avant tout l'un des maillons d'un vaste réseau international. Tout au long de l'année 2022, notre organisation s'est mobilisée aux quatre coins de la planète, intervenant sur les grands enjeux qui menacent nos écosystèmes.

Nos bénévoles et nos équipes salariées ont fait preuve de courage pour pointer les causes et les acteurs derrière les principales crises environnementales et proposer des solutions pour agir. Cela ne se fait jamais sans risques. Militer pour l'environnement en Chine, en Russie, au Brésil, en Inde ou en République démocratique du Congo nécessite de l'audace, de la conviction et une protection que notre envergure internationale peut apporter.

En France aussi, nous avons dû sans cesse rappeler l'importance vitale de bénéficier d'une liberté d'expression et d'action forte. Le gouvernement n'a pas eu la parole tendre ni le geste bienveillant vis-à-vis du militantisme écologique. Les accusations outrancières de membres importants du gouvernement et la répression très souvent disproportionnée des forces de l'ordre lors de mobilisations nous ont poussés à travailler en plus étroite collaboration encore, avec nos alliés associatifs et syndicaux notamment.

Depuis la réélection d'Emmanuel Macron en avril 2022, nous avons souffert du peu d'espace de débat réel accordé pour faire avancer nos nombreuses préoccupations. Il en résulte une lenteur dans les transformations nécessaires. Qu'il s'agisse de la rénovation thermique des bâtiments, du déploiement des énergies renouvelables, de la réduction de notre consommation d'énergie, du développement de réseaux de transports propres et collectifs, de la végétalisation de notre alimentation, de la réduction du nombre de fermes-usines ou d'une plus juste répartition de l'effort entre les différentes catégories de population, la France souffre de retards importants et inexcusables.

Greenpeace a agi dans tous ces secteurs en 2022.

En publiant des études et des rapports qui s'appuient sur une expertise interne de plus en plus riche, mais aussi en appelant les citoyennes et les citoyens

à se mobiliser et à nous rejoindre dans les rues des principales villes de France. Nous avons aussi participé à de nombreuses rencontres politiques ou économiques de haut niveau pour tenter de convaincre nos interlocuteurs du bien-fondé de nos arguments. Et puis, parfois, lorsque nous estimions que c'était nécessaire, nous avons su désobéir. Des activistes de Greenpeace, aux côtés d'autres organisations, ont perturbé l'Assemblée générale de TotalEnergies pour ne pas laisser faire le cynisme de ses dirigeants et de leur prétendue « stratégie climat ». D'autres sont entrés dans la centrale nucléaire de Flamanville pour rappeler que les EPR ne seront jamais une bonne solution pour réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre et lutter efficacement contre le dérèglement climatique. Les militantes et militants de nos groupes locaux ont éteint des enseignes lumineuses ou des panneaux publicitaires numériques pour dénoncer l'absurdité de ces équipements à l'heure d'une nécessaire sobriété énergétique.

Vous retrouverez dans ce rapport d'activités les temps forts vécus par notre organisation,

les questionnements traversés par nos membres et les solutions que nous portons pour maintenir notre monde habitable afin de vous donner envie de continuer à militer à nos côtés.



Jean-François Julliard

Directeur général de Greenpeace France



Juin 2022 : le célèbre chien du mème « This is fine » se rend au festival de la créativité, à Cannes, pour dénoncer les entreprises de combustibles fossiles qui utilisent des publicités et des parrainages pour nous faire croire que « This is Fine » (Tout va bien), et pour continuer à vendre leur entreprise de destruction du climat. Greenpeace France, avec plus de 35 organisations, lance une pétition d'initiative citoyenne européenne (ICE), appelant à l'interdiction de la publicité et du parrainage des combustibles fossiles dans l'UE.

© Theo Giacometti / Greenpeace

Mars 2023 : les groupes locaux de Greenpeace se mobilisent dans une vingtaine de villes en France (ici à Brest), pour demander l'interdiction de l'extraction minière des fonds marins.

© Marie Sebire / Greenpeace



**BIODIVERSITÉ
EN SURSIS
AGISSONS!**

GREENPEACE

LE MOT DU PRÉSIDENT

L'année 2022 a vu les installations d'énergie renouvelable se multiplier dans le monde, et l'adoption par l'Union européenne d'un règlement historique contre la déforestation. Ces deux avancées montrent que les choses bougent. Pas assez vite, certes, mais cela doit nous mettre dans une dynamique positive. D'autant que l'année 2023 a débuté sur une autre bonne nouvelle : l'adoption par les Nations unies d'un traité historique sur la haute mer. Cependant, nous devons continuer à défendre les océans face aux convoitises des industries et des États, qui s'incarnent sous la forme d'une nouvelle menace : l'exploitation minière en eaux profondes.

Ainsi, l'année 2022 a été l'occasion de préparer le grand lancement de notre campagne internationale contre l'exploitation minière des fonds marins.

L'objectif principal est d'empêcher le démarrage de cette activité industrielle destructrice. Greenpeace France codirige cette campagne aux côtés des bureaux américain et néo-zélandais, en particulier en vue d'organiser une expédition en mer en 2023-2024.

Le travail de l'équipe des expertises transversales, constituée il y a cinq ans puis étoffée au fil du temps, a également porté ses fruits en 2022 grâce aux compétences pointues de nos spécialistes.

Nous avons pu ainsi recalculer les émissions de CO₂ de TotalEnergies et présenter nos résultats dans un rapport intitulé *Le compte n'y est pas*, mettant en évidence le décalage abyssal entre les chiffres donnés par l'entreprise et la réalité. Preuve que notre travail a fait mouche : TotalEnergies nous attaque en justice et demande au juge de nous obliger à retirer ce rapport dérangeant.

Côté médias, le bilan de notre présence est très positif malgré deux événements majeurs qui ont pris beaucoup de place (la guerre en Ukraine et l'élection présidentielle) : nombreuses mentions dans des quotidiens nationaux, augmentation des passages TV et radio, notamment à des heures de grande écoute, excellente couverture de nos rapports... Autant de signes de la reconnaissance de notre expertise et de la crédibilité de nos campagnes.

Concernant la collecte de fonds, notre bureau a été confronté à une stagnation de ses revenus, dans un contexte particulièrement difficile. La crise sanitaire, la guerre en Ukraine et l'inflation ont pénalisé les dons pour des causes hors humanitaire d'urgence. Notre équipe chargée de la collecte a redoublé de persévérance afin que notre bureau puisse conserver ses moyens d'action.

Pour conclure cet édito ainsi que mes 12 années en tant que président du Conseil d'administration de Greenpeace France, j'aimerais prendre un peu de recul sur le chemin parcouru par l'association.

L'arrivée de Jean-François Juillard en tant que directeur général a permis d'apporter de la stabilité à notre bureau, grâce à sa maîtrise de nombreux sujets, un sens du dialogue et une ouverture d'esprit reconnus. Nous avons mis en œuvre une fusion fonctionnelle avec le bureau luxembourgeois qui porte ses fruits aujourd'hui, le budget et les effectifs ayant doublé. Du côté des équipes salariées, la collecte a fortement évolué, par nécessité d'adopter des stratégies numériques devenues incontournables, mais aussi pour diversifier les sources de dons, par exemple avec la création du fonds de dotation. Nous avons mis en place un véritable service de ressources humaines, élargi nos équipes de campagne, lancé des dynamiques d'engagement citoyen, mis en ligne une plateforme de pétitions. Nous avons également renforcé nos dispositifs de luttes locales, mis en place des initiatives inter-associations, créé des ponts avec les mouvements syndicaux. Ces projets sont aujourd'hui au cœur de notre bureau.

Je conclurai en reprenant ces propos de Greenpeace International : **« Greenpeace France est aujourd'hui un acteur majeur de notre réseau »**. Merci à toutes celles et ceux qui m'ont fait confiance et m'ont permis de m'enrichir de connaissances, d'expériences et, surtout, de rencontrer de belles personnes.

Sylvain Breuzard

Président du Conseil d'administration
de Greenpeace France

VICTOIRES ET FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

Retour sur les grands moments de l'année 2022 et les victoires obtenues par Greenpeace en collaboration avec ses alliés dans le monde

FÉVRIER 2022

→ Mobilisation à Brest à l'occasion du One Ocean Summit pour dénoncer le double discours de l'État français sur la protection des océans.



Grâce à la mobilisation des étudiant-es et de Greenpeace, TotalEnergies annule son projet de construction d'un immense centre de Recherche & Développement sur le campus de l'École Polytechnique.

→ Action de Greenpeace au Salon de l'Agriculture pour dénoncer les risques de dérégulation des nouveaux OGM en Europe et exiger qu'ils relèvent bien de la réglementation OGM au niveau européen.



La justice donne raison à Greenpeace et révoque les permis de forage pétrolier en mer d'Argentine.



Greenpeace Grèce, soutenue par Greenpeace France, réussit à stopper des tests sismiques en mer, en vue de l'exploration d'hydrocarbures.

→ Greenpeace France propose une analyse des programmes des douze candidat-es à l'élection présidentielle et imagine le monde en 2042 avec une vidéo « deepfake » dans laquelle interviennent des personnalités politiques et médiatiques impliquées dans cette campagne.

→ Greenpeace condamne la guerre menée par la Russie en Ukraine et appelle le président Poutine à retirer immédiatement ses forces armées et à cesser les opérations militaires.

MARS 2022

→ Des militants et militantes de Greenpeace France s'introduisent sur le chantier de l'EPR à Flamanville et bloquent son entrée pour dénoncer la volonté de certain-es candidat-es à l'élection présidentielle de construire de nouveaux réacteurs EPR, au mépris des risques et des incertitudes liés au nucléaire.



Aux Pays-Bas, la banque ING annonce qu'elle cesse de financer de nouveaux projets de combustibles fossiles.

→ L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement annonce l'adoption d'un mandat pour ouvrir des négociations sur un traité mondial juridiquement contraignant destiné à lutter contre la pollution des plastiques.

→ Le collectif de l'Affaire du Siècle organise le *Débat du Siècle*, seule émission de la présidentielle consacrée entièrement au climat dans laquelle plusieurs candidats et candidates à l'élection présidentielle répondent en direct aux questions des journalistes et détaillent leur vision de l'écologie. Grâce à la mobilisation citoyenne, ce débat comptabilise plus d'un million de vues.

AVRIL 2022



Le chalutage de fond est désormais interdit de manière permanente dans la baie de Kattegat, une zone protégée au large du Danemark et de la Suède.

MAI 2022

→ Devant les grilles du siège de la fédération française de rugby, Greenpeace appelle les organisateurs de la Coupe du monde 2023 à écarter le géant pétrolier TotalEnergies de la liste des sponsors.



Après des années de luttes, Chapelle-Darblay, la seule usine française capable de produire du papier journal et d'emballage 100 % recyclé, est sauvée ! Grâce à l'alliance *Plus jamais ça*, associant luttes sociales et luttes écologiques, l'usine conserve activités et emplois.

→ Dans le port d'Amsterdam, plus de 60 activistes de Greenpeace bloquent un méga-cargo de soja en provenance du Brésil pour exiger une loi européenne plus ambitieuse contre la déforestation.

JUIN 2022

→ En plein festival international de la publicité, à Cannes, des activistes de Greenpeace rappellent aux 15 000 professionnels présents leurs responsabilités face au changement climatique, leur demandant de ne plus faire le jeu des industries fossiles.



Suite à notre rapport, les lobbyistes défendant les intérêts de l'État russe sont exclus des instances européennes.

JUILLET 2022

→ Mobilisation au Parlement européen pour empêcher le vote favorable à la classification « verte » des activités gazières et nucléaires dans la taxonomie européenne. Les lobbies ayant été malheureusement plus forts, Greenpeace porte l'affaire devant la justice !

→ Le *Rainbow Warrior III*, bateau emblématique de Greenpeace, fait escale à Bordeaux et accueille plus de 2 300 visiteurs.

AOÛT 2022

→ À Dunkerque, Greenpeace dénonce le trafic d'uranium entre la France et la Russie, qui se poursuit malgré la guerre en Ukraine.

SEPTEMBRE 2022

→ Une équipe de Greenpeace se rend au Brésil, dans le Cerrado et le Pantanal, pour témoigner des ravages de la déforestation. Cette expédition a fait l'objet d'un reportage diffusé sur France 2 et regardé par des millions de personnes.

NOVEMBRE 2022



Le gouvernement français prend position contre l'exploitation minière des fonds marins.

DÉCEMBRE 2022



L'Union européenne adopte une réglementation ambitieuse pour lutter contre la déforestation importée.



TotalEnergies prend ses distances avec le géant gazier russe Novatek.



L'État français s'engage à durcir la loi sur l'exportation des pesticides interdits en France, après des révélations de l'association suisse Public Eye et d'Unearthed, la cellule investigation de la branche britannique de Greenpeace.

→ *Monsieur le président, éteignez les écrans!*, la pétition lancée par plusieurs associations et collectifs sur la plateforme GreenVoice pour réclamer une extinction définitive des écrans numériques publicitaires est un succès : près de 60 000 signatures à fin 2022.

→ Le 31 décembre marque l'échéance fixée par le juge administratif à l'État dans le cadre de l'Affaire du Siècle pour agir afin de limiter ses émissions de gaz à effet de serre.



Victoires obtenues en 2022, avec et grâce à vous!



CHIFFRES CLÉS 2022 EN FRANCE

237 434

adhérent·es en activité

→ soit -0,5 % par rapport à 2021

1,6 million

d'abonné·es

à nos réseaux sociaux
(tous réseaux confondus)

63,8 %

des emplois affectés aux campagnes

→ contre 62 % en 2021

14 000 retombées médias

→ tous médias confondus

environ 700

militant·es bénévoles

→ au sein des 35 groupes locaux

+ 10,5 % de soutien à la structure internationale

par rapport à 2021

29,9 M€

de ressources

→ soit + 4 % par rapport à 2021
(100 % dons privés)

FOCUS ÉQUIPE SALARIÉE



L'équipe salariée en 2022

PERSONNES SALARIÉES

151 personnes salariées
à fin décembre 2022

PARITÉ

→ 60 % de femmes
→ 40 % d'hommes

INDEX DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

99/100

MOYENNE D'ÂGE

38 ans

MOYENNE D'ANCIENNETÉ

5,3 ans

CHIFFRES CLÉS 2022 À L'INTERNATIONAL



**27 bureaux
de Greenpeace**

sont présents dans **55 pays**
à travers le monde,
sur tous les continents



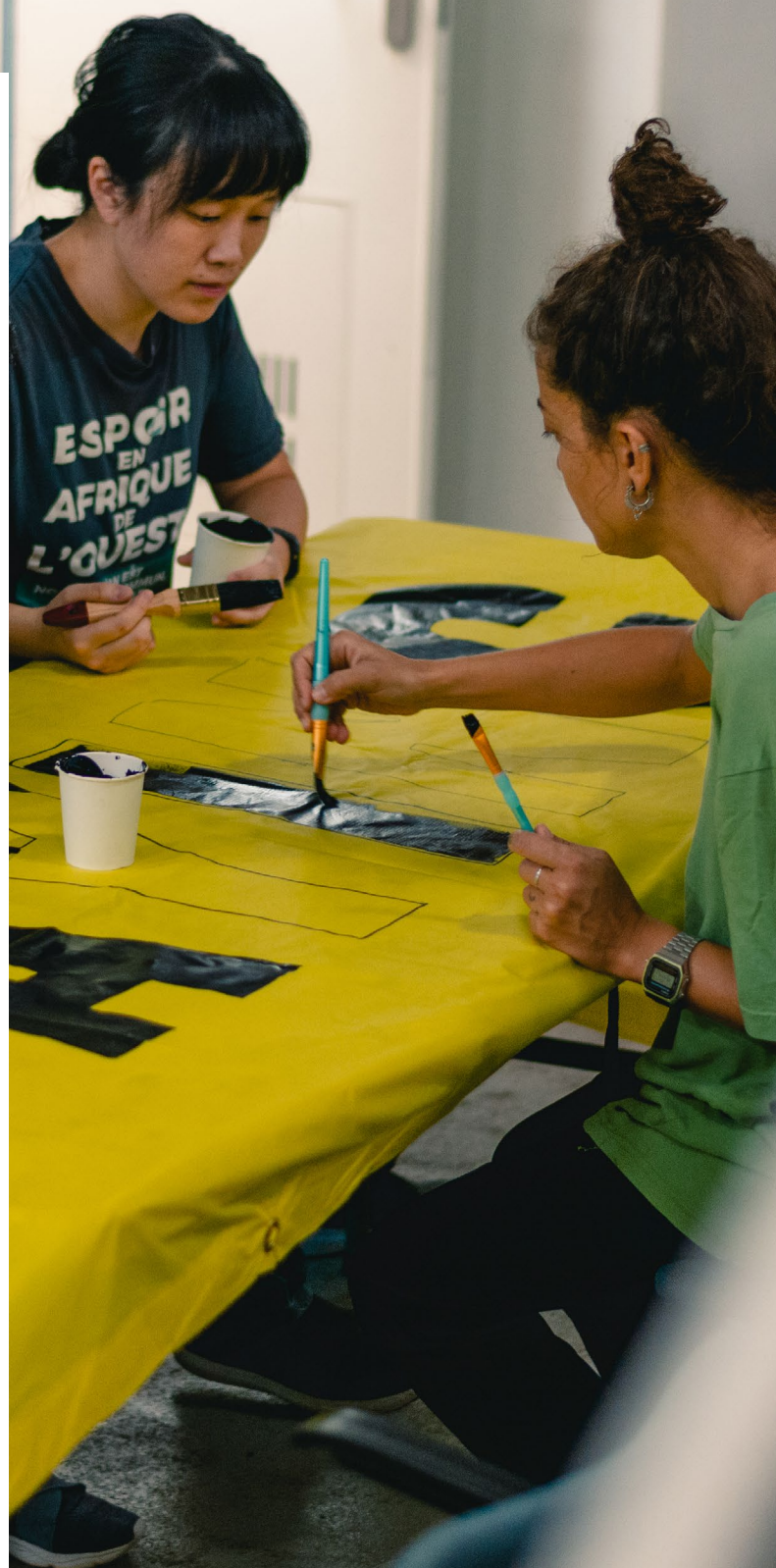
**+ de 3 millions
d'adhérent·es**
et **36 000 bénévoles**
dans le monde entier



3 bateaux
qui naviguent sur tous les océans



3476 salarié·es



Janvier 2023 : les activistes de Greenpeace
à bord de l'*Arctic Sunrise* préparent
l'occupation de la plate-forme pétrolière
de Shell, dans l'océan Atlantique.
© Bianca Dagheti / Greenpeace



CAMPAGNES : **AVANCÉES 2022** **PERSPECTIVES** **2023**

AGRICULTURE & FORÊTS

2022 : des avancées historiques à l'échelle des gouvernements

Obtenir des actes forts et concrets des États du monde entier est bien sûr l'un de nos principaux objectifs pour transformer en profondeur les modèles politiques, sociaux et économiques qui nous mènent droit dans le mur. Cette année encore, la persévérance de Greenpeace a abouti à des avancées majeures.

Une réglementation fondatrice pour la protection des forêts

En juillet, le Parlement européen a voté un texte prévoyant le renforcement des mesures de protection des forêts et des droits des populations autochtones et, en décembre, l'Union européenne a adopté une réglementation ambitieuse pour lutter contre la déforestation importée. La liste des produits vendus dans l'Union européenne devant être exempts de déforestation inclut désormais le soja, l'huile de palme, le bœuf, le cacao, le café et le bois. À terme, cette liste devra être étendue au maïs, au caoutchouc, au porc et au poulet, et la réglementation devra s'appliquer à tous les écosystèmes précieux, comme les savanes et les mangroves, ce qui permettrait de protéger, par exemple, la savane brésilienne du Cerrado.

Notre priorité en 2023 est de lutter contre les fermes-usines qui concentrent tous les maux de notre système agricole productiviste : pollution des sols et de l'eau, émissions importantes de gaz à effet de serre, dépendance aux importations qui alimentent la déforestation, risques sanitaires, mépris du monde paysan et souffrance animale.

Pour un réel changement de politique, nous allons consolider le dialogue avec les acteurs locaux afin de peser collectivement sur les décisions du gouvernement. Nous allons également mettre en lumière l'impact des fermes-usines sur l'économie paysanne, le réchauffement climatique et la destruction des écosystèmes et porter nos solutions pour démontrer qu'un autre modèle est vital.

Sur le sujet de la déforestation, nous suivons la mise en application du nouveau texte européen visant à lutter contre la déforestation importée et à renforcer les droits des populations autochtones des pays concernés. La législation européenne devra s'appliquer dans tous les États membres et contraindre le secteur privé à éradiquer du marché européen tous les produits contribuant à la déforestation en Europe et dans le monde.





OCÉANS

L'année 2022 a été marquée par la prise de position de la France en faveur de l'interdiction de l'exploitation minière en eaux profondes ainsi que par la mobilisation citoyenne internationale qui a abouti, début 2023, à l'adoption par l'ONU du traité de protection sur la haute mer. Il prévoit 30 % de protection des océans d'ici à 2030, une énorme victoire après plus de 15 ans de campagne.

Notre priorité en 2023 : empêcher à tout prix le démarrage de l'extraction minière en eaux profondes, qui détruirait des écosystèmes que nous connaissons encore à peine pour produire toujours plus d'appareils électroniques.

Nous continuons pour cela de faire pression sur l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), la seule à pouvoir interdire l'exploitation minière des océans. Alors qu'elle commence déjà à délivrer ses premières autorisations expérimentales, nous poursuivons nos expéditions en mer pour dénoncer et empêcher les actions prospectives de ce secteur industriel et nous essaierons de rallier un maximum de pays à cette cause.

TRANSPORTS

En 2022, Greenpeace a mis en lumière les milliards d'euros d'aides publiques perçus par les compagnies aériennes européennes durant la crise sanitaire, alors même que celles-ci n'ont rien mis en œuvre pour réduire leurs émissions de CO₂, ni pour améliorer les conditions de travail de leur personnel. Nous avons également poursuivi notre travail sur l'évolution des comportements et des mentalités sur le sujet du transport, notamment en publiant un guide pratique pour voyager sans avion.

← Mai 2022 : 250 militant-es bloquent l'entrée de l'AG de TotalEnergies pour exiger des engagements en faveur du climat.

© Basile Mesré-Barjon / ANV COP21 · Alternatiba Paris
Les Amis de la Terre France - Greenpeace

En 2023, nous poursuivons notre travail de sensibilisation du grand public, notamment en l'encourageant à diminuer ses trajets loisirs en avion, en démontrant l'impact du secteur sur le climat et en valorisant les solutions alternatives. Nous allons également demander à l'État un rééquilibrage des tarifs de l'aérien et du ferroviaire afin de favoriser l'usage du train.

PÉTROLE

Une année de grandes victoires contre les industries écocides

Coups durs pour TotalEnergies ! Mensonges, réseaux d'influence, financement de musées, d'écoles ou d'équipes sportives pour infiltrer toutes les sphères de la société... Le plus gros pollueur de France ne recule devant rien pour étendre son emprise et construire son image d'«acteur majeur de la transition énergétique» et ce, tout en continuant d'investir à 90 % dans les énergies fossiles. Mais chaque année, le géant trouve inlassablement les militantes et militants de Greenpeace sur sa route pour rétablir la vérité, dénoncer ses méfaits et le rappeler à ses responsabilités.

Nous n'avons pas relâché la pression

→ TotalEnergies n'installera pas son centre de Recherche et Développement au cœur du campus de Polytechnique car nous avons gagné notre campagne pour l'empêcher d'accaparer les futures élites scientifiques et économiques.

→ Greenpeace a attaqué en justice la compagnie pétrolière pour pratiques commerciales trompeuses, et a démontré, dans un rapport, que sa stratégie de neutralité carbone ne permettait en rien de respecter les objectifs de l'accord de Paris.

→ Enfin, main dans la main avec les organisations du mouvement climat, nous avons perturbé la tenue de son Assemblée générale pour exiger que le groupe quitte la Russie et mette fin à des projets dévastateurs

comme l'oléoduc d'Afrique de l'Est, destiné à transporter le pétrole brut issu des sols ougandais jusqu'aux côtes de la Tanzanie.

Nos collègues dans d'autres bureaux se sont mobilisés avec autant de détermination contre les majors pétrolières (Shell, BP...) dans leur pays.

Notre objectif en 2023 : stop à l'expansion des énergies fossiles !

Pour cela, nous nous employons à :

→ Dénoncer les «bombes climatiques» dans lesquelles la major pétro-gazière TotalEnergies est engagée. À travers le monde, elle persiste et signe pour la destruction du climat en déployant sans cesse de nouveaux projets visant à produire toujours plus d'énergies fossiles et donc de CO₂. Nous sommes sur le terrain pour faire connaître les activités climaticides du groupe, par exemple en rappelant que le prochain événement sportif international organisé en France, la Coupe du monde de rugby, ne devrait pas faire une place de choix à ce criminel du climat en l'acceptant comme sponsor.

→ Exposer et dénoncer la politique du gouvernement qui nous enferme dans les énergies fossiles en prévoyant l'extension de terminaux méthaniers sur notre territoire et en important toujours plus de gaz fossile. Nous confronterons Emmanuel Macron à sa parole, puisqu'il a affirmé que la France serait l'un des premiers pays à sortir des fossiles.

TotalEnergies nous a assignés en justice devant le tribunal civil concernant notre rapport *Bilan carbone de TotalEnergies : le compte n'y est pas*. Nous construisons notre stratégie de défense et nous nous tenons prêts pour les différentes étapes de cette poursuite-bâillon, qui sera longue et coûteuse. Nous suivons également nos procédures juridiques en cours contre TotalEnergies, notamment pour suspicion de prise illégale d'intérêt.

ÉNERGIE

La guerre menée par la Russie en Ukraine a déclenché une crise multiforme qui semble devoir s'inscrire dans la durée. Greenpeace condamne cette guerre et soutient les victimes et les civils qui craignent actuellement pour leur vie ou sont obligés de fuir les combats. Ce conflit a aussi des répercussions bien au-delà des frontières ukrainiennes. Il a notamment déclenché une crise énergétique majeure en Europe (hausse massive des prix, disruption des flux, risques systémiques...). Il faut que cette crise se transforme en un vecteur d'opportunités sans précédent pour sortir rapidement des énergies fossiles, développer massivement les renouvelables et mettre en place les politiques de sobriété énergétique qui s'imposent pour répondre aux questions de justice sociale et climatique.

Cette guerre a aussi mis en lumière les risques que représente le nucléaire en cas de conflit armé, à travers la prise de contrôle russe de la centrale de Zaporijia en Ukraine. Une équipe spécialisée de Greenpeace suit de près l'évolution de la situation de ce site nucléaire.

En France, le nucléaire a aussi fait parler de lui, avec les dysfonctionnements de notre parc qui ont considérablement réduit la production d'électricité cette année, renforçant notre dépendance aux énergies fossiles et montrant une nouvelle fois qu'il est urgent d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables. Le nucléaire reste une énergie dangereuse, ruineuse et bien trop lente pour faire face à la crise climatique et énergétique : les nouveaux réacteurs promis par le gouvernement ne seront pas opérationnels avant quinze ans, au mieux.

En 2022, nous nous sommes mobilisés pour une société plus résiliente et juste en soutenant un plan de rénovation thermique des logements, le développement des énergies renouvelables et l'interdiction des panneaux publicitaires lumineux.

Nous avons mené des actions dans les ports pour dénoncer les importations de combustibles fossiles russes, qui contribuent à financer la machine de guerre de V. Poutine. Nous avons aussi documenté la dépendance française à l'industrie nucléaire russe et à son géant Rosatom : le trafic d'uranium entre les deux pays s'est poursuivi malgré la guerre et alors même que le nucléaire est présenté par le gouvernement comme la garantie de l'« indépendance énergétique » de la France.

En 2023, nous souhaitons transformer les crises en opportunités !

La crise énergétique que nous traversons doit accélérer la transition écologique du secteur. De même, l'intensification des phénomènes climatiques extrêmes (canicules, sécheresses, méga feux, inondations...) doit conduire nos responsables politiques à prendre toutes les mesures d'urgence qui s'imposent pour contenir le dérèglement climatique.

Nous poursuivons notre mobilisation contre le plan de relance français de l'énergie nucléaire, une fausse solution qui conforte le gouvernement dans son inaction climatique. Nous continuons à agir pour le développement des énergies renouvelables, seules à pouvoir garantir un avenir soutenable et équitable. Dépenser des dizaines voire des centaines de milliards d'euros dans un plan de relance dangereux et qui ne contribuera à aucune baisse des émissions avant, au mieux, une quinzaine d'années, est à la fois irresponsable et climaticide.

Pour accélérer la transition vers un modèle énergétique vertueux et socialement juste, basé sur les énergies renouvelables, nous allons intensifier nos actions, à l'échelle nationale comme à celle des collectivités locales, pour mettre fin à des absurdités énergétiques (publicités et panneaux lumineux, éclairages inutiles, passoires thermiques...).

CLIMAT

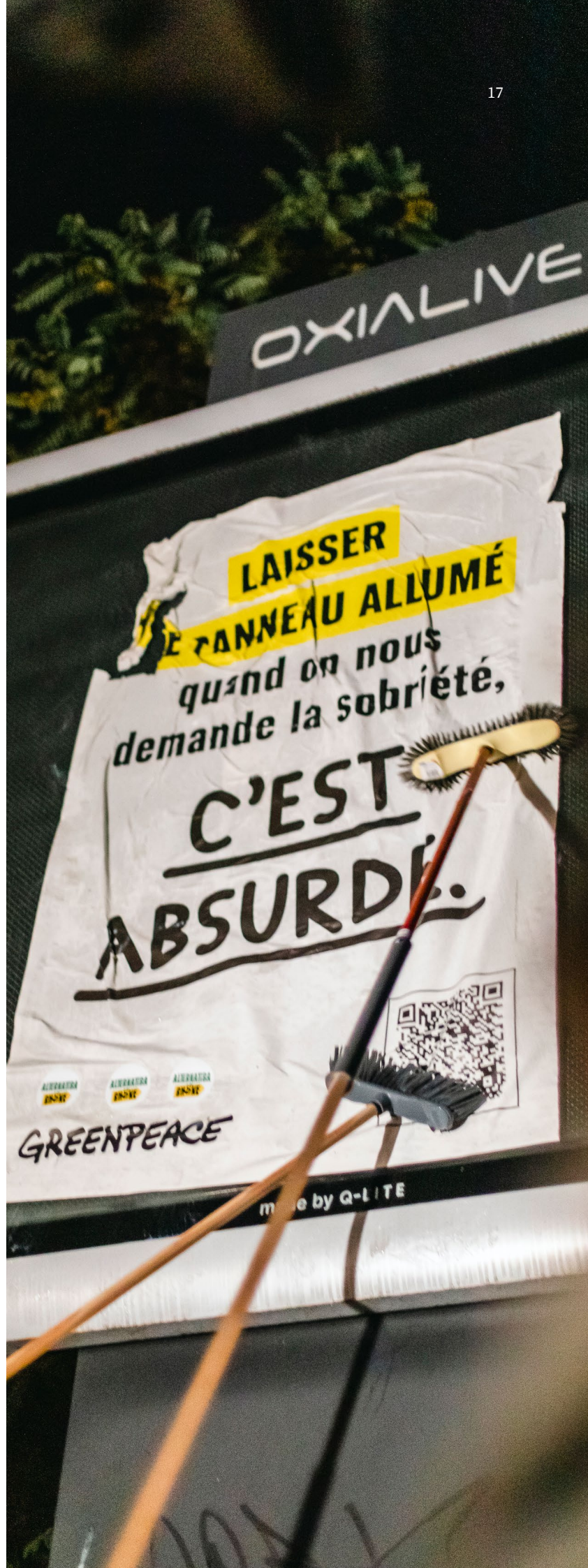
Suite à la condamnation de l'État pour inaction climatique dans le cadre de l'Affaire du Siècle, et grâce à vous en 2023, nous continuerons nous continuerons le combat afin de contraindre le gouvernement à s'aligner sans délai sur nos propositions pour le climat.

Nous sommes à un tournant décisif où la crise énergétique représente à la fois un risque pour nos sociétés mais aussi l'occasion de faire émerger de véritables solutions qui soient socialement justes et qui répondent à l'urgence climatique.

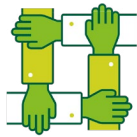
En 2023, nous lançons une nouvelle campagne autour des événements climatiques extrêmes qui se multiplient en France et dans le monde, notamment avec un travail de documentation sur le terrain mais aussi de plaidoyer pour pousser les décideurs à agir et faire payer les responsables du chaos climatique, à commencer par les entreprises fossiles. Nous souhaitons également alimenter la discussion sur l'action climatique et le partage de l'effort au niveau national en mettant en avant l'injustice du dérèglement climatique, qui frappe avant tout les plus vulnérables, mais aussi le décalage saisissant entre l'inaction de l'État au regard des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

→ Novembre 2022 : les militant·es de Greenpeace France recouvrent des publicités et enseignes lumineuses pour dénoncer le gaspillage énergétique, d'autant plus absurde en période de crise et d'inflation des prix de l'énergie.

© Alexandre Bagdassarian / Greenpeace



RAPPORT FINANCIER 2022



237 434

adhérent-es en activité

soit - 0,5% par rapport à 2021

1,7M de sympathisant-es suivent nos actualités et signent nos pétition.
700 bénévoles sont la force vive de nos 33 groupes locaux et du bureau parisien.



+ 10,5 %
de fonds reversés
à la structure
internationale



63,8 %
des emplois affectés
aux campagnes
contre 62% en 2021



29,9
millions d'euros
de ressources
(100% de dons privés)
soit + 4% par rapport à 2021

Greenpeace protège son indépendance, sa crédibilité et sa liberté de manœuvre, en ayant pour unique source de revenus les dons et les legs de personnes physiques. Nous en sommes fiers et nous remercions chaque donatrice et donateur, adhérente et adhérent, qui rendent tout simplement Greenpeace possible.

Nous avons à cœur d'affecter ces ressources précieuses aux sujets de campagne les plus prioritaires, au prix d'arbitrages parfois difficiles tant nous avons conscience des multiples urgences.

Toute l'équipe veille à la bonne gestion de ces ressources, condition sine qua non de l'efficacité de l'organisation.

Cette année 2022 marque un tournant avec un résultat déficitaire après une dizaine d'années de progression et de résultats positifs. Certes, le bilan de Greenpeace France montre une structure équilibrée qui témoigne d'une situation solide et permet, grâce aux réserves, de faire face ponctuellement à ce type d'aléas. Mais le contexte inflationniste nous oblige à une grande vigilance pour 2023 car :

N°1 le nombre de donatrices et donateurs a diminué en 2022 (-4000 donateurs), le plus souvent pour des raisons financières,

N°2 les réserves et provisions sont en banque sur des placements très éthiques qui génèrent trop peu de produits financiers pour compenser un tant soit peu l'inflation.

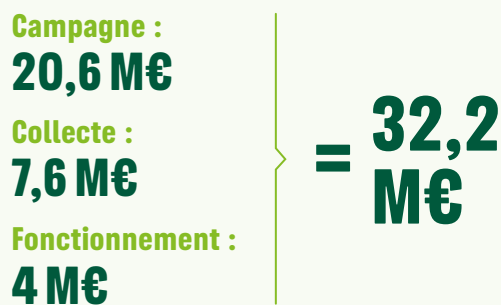
En ce qui concerne l'emploi des ressources, 2022 reste dans la lignée des années précédentes, avec près de 2/3 des ressources affectées aux campagnes (42 % en France et 22 % à l'international). Les frais d'administration et de support restent contenus à 13 % du total.

Stéphane Barde

Trésorier du Conseil d'administration de Greenpeace France

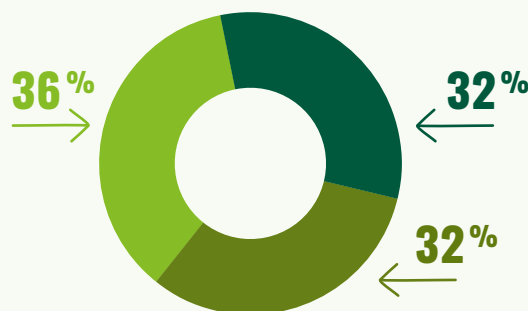
← Vue aérienne du Pantanal, au Brésil, plus grande zone humide du monde.
© Marizilda Cruppe / Greenpeace

EMPLOI DES RESSOURCES



RÉPARTITION DU BUDGET CAMPAGNES

- Énergie - Climat : 32 %
- Agriculture - Forêts : 32 %
- Océans - Pétrole : 36 %



RÉPARTITION DES DÉPENSES

- Campagnes France : 42 %
- Campagnes internationales : 22 %
- Collecte de fonds France : 17 %
- Collecte de fonds internationale : 2 %
- Administration France : 8 %
- Administration internationale : 5 %
- Direct dialogue / Pétitions : 4 %

Total des dépenses
32,2 M€

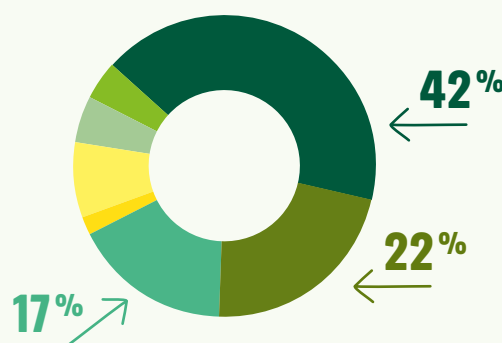


Tableau de Compte d'Emploi annuel des Ressources (CER) globalisé avec affectation des ressources collectées auprès du public par type d'emplois (en K€)

EMPLOIS			RESSOURCES		
AFFECTATION PAR EMPLOI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC UTILISÉES SUR 2022 COMPTE DE RÉSULTAT			SUIVI DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC ET UTILISÉES SUR 2022 COMPTE DE RÉSULTAT		
1	Missions sociales	18 969			7 144
1.1	Réalisées en France		Report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en début d'exercice		
	Actions réalisées directement	13 587	1 Ressources collectées auprès du public		29 857
	Campagne Énergie/Climat	4 333	1.1 Dons et legs collectés		
	Campagne Agriculture/Forêts	4 326	Dons manuels non affectés	29 207	
	Campagne Océan/Pétrole	4 927	Dons manuels affectés*	650	
	Versements à d'autres organismes agissant en France		Legs et autres libéralités non affectés*		
			Legs et autres libéralités affectés*		
			Dons manuels non affectés		
1.2	Réalisées à l'étranger		1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
	Actions réalisées directement				
	Versements à un organisme central ou d'autres organismes	6 967	2 Autres fonds privés		
2	Frais de recherche de fonds	7 588	3 Subventions et autres concours publics		
2.1	Frais d'appel à la générosité du public	6 981	4 Autres produits		
2.2	Frais de recherche des autres fonds privés		Ventes de Marchandises	1	
2.3	Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		Refacturations autres bureaux Greenpeace	1 658	
2.4	Frais d'appel à la générosité du public via Greenpeace Global	631	Autres produits de gestion courante	23	
3	Frais de fonctionnement	3 849	Produits financiers	4	
3.1	Frais de fonctionnement Greenpeace France	2 427	Produits exceptionnels	15	
3.2	Frais de fonctionnement Greenpeace Global	1 603	Produits sur exercices antérieurs	0	
			Refacturations diverses	132	
		30 405	I TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT	31 689	
I	TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT		II REPRISES AUX PROVISIONS	155	
II	DOTATIONS AUX PROVISIONS	5			
	Campagne Pétrole	5	III REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS		
III	ENGAGEMENTS À RÉALISER RESSOURCES AFFECTÉES		IV VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC		
			V INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	355	
IV	EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		VI TOTAL GÉNÉRAL	32 200	29 857
V	TOTAL GÉNÉRAL	32 200	VI TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC		30 344
V	PART DES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS BRUTES DE L'EXERCICE PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	76			
VI	NEUTRALISATION DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS FINANCÉES À COMPTER DE LA PREMIÈRE APPLICATION DU RÈGLEMENT PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	138			
VII	TOTAL DES EMPLOIS FINANCÉS PAR LES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	30 344	SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE		6 657
Évaluation des contributions volontaires en nature					
	Missions sociales	1 384	Bénévolat	1 425	
	Frais de recherches de fonds		Prestations en nature		
	Frais de fonctionnements et autres charges	41	Dons en nature		
TOTAL		1 425	TOTAL	1 425	

* L'ensemble des libéralités (legs, assurances-vie et donations) sont enregistrées sur le fonds de dotation Greenpeace France. En 2022, le fonds de dotation Greenpeace France a reversé 650 000€ au profit des campagnes de Greenpeace (voir détail page 27).

Bilans de Greenpeace France pour les exercices 2021 et 2022 (en €)

ACTIF

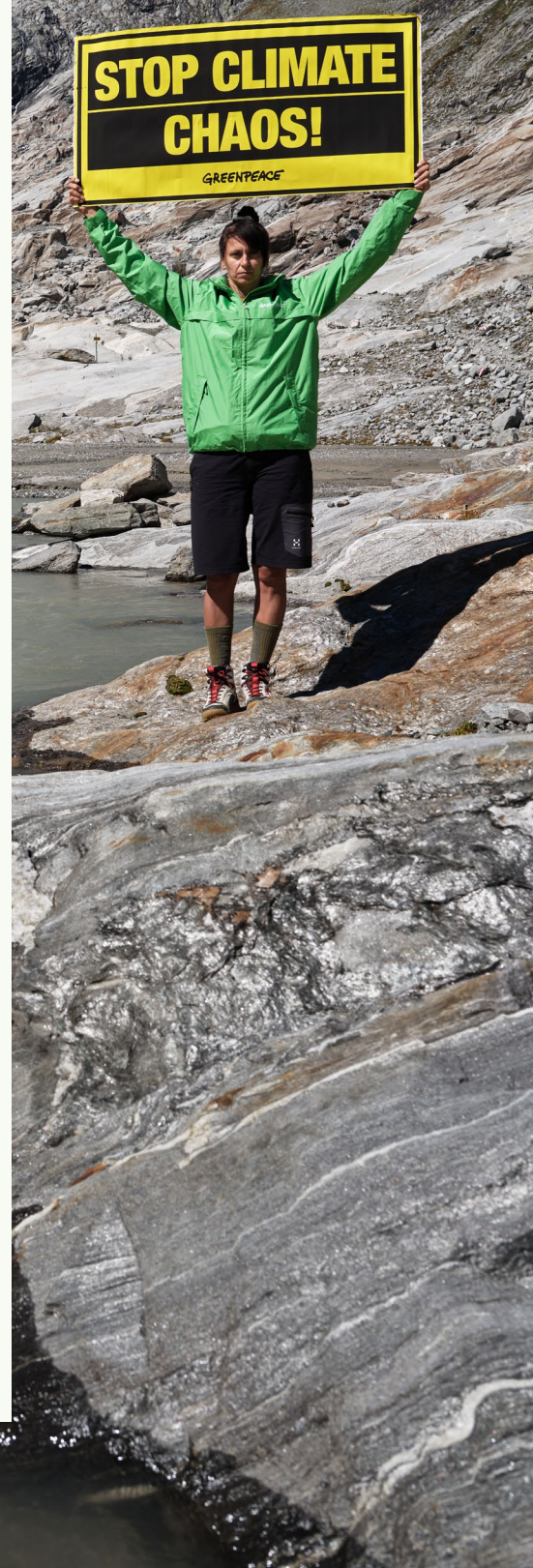
	Net 2022	Net 2021
Immobilisation		
Installations générales	314 130	341 265
Mobilier et matériel de bureau	4 212	238
Matériel informatique	56 200	60 829
Autres matériels	38 185	72 269
Titres de participations	9 287	9 287
Dépôts et cautionnements versés	163 436	162 802
Total actif immobilisé	585 449	646 689
Actif circulant		
Stocks	371 353	301 287
Créances et comptes rattachés	623 027	617 759
Trésorerie	10 016 905	10 277 025
Créances Greenpeace International	312 342	440 681
Créances autres bureaux Greenpeace	61 774	62 946
Total actif circulant	11 385 401	11 699 698
Charges constatées d'avance	318 264	314 964
Total actif	12 289 115	12 661 351

PASSIF

	2022	2021
Fonds associatifs		
Report à nouveau	7 815 407	6 093 961
Résultat de l'exercice	- 354 809	1 721 446
Total fonds associatifs	7 460 597	7 815 407
Provisions pour risques et charges	896 989	1 047 739
Total provisions pour risques et charges	896 989	1 047 739
Dettes		
Dettes fournisseurs fiscales et sociales	3 930 752	3 798 205
Dettes autres bureaux Greenpeace	776	
Total dettes	3 931 528	3 798 205
Produits constatés d'avance		
Total passif	12 289 115	12 661 351

Ce rapport financier rend compte de l'utilisation des fonds pour l'année 2022.

Vous pouvez également vous le procurer sur simple demande auprès de notre service adhérents : par téléphone au 01 80 96 96 80, par mail à contact.fr@greenpeace.org, sur internet : greenpeace.fr/rapport-financier-2022



STRATÉGIE ET VISION DE GREENPEACE : NOTRE THÉORIE DU CHANGEMENT

2022 : construire avec nos communautés notre nouveau plan stratégique à trois ans

L'an passé, nous avons redéfini nos objectifs stratégiques pour la période 2023 - 2025 en tenant compte à la fois de notre contexte national et des priorités internationales établies conjointement par l'ensemble des bureaux de Greenpeace. Cet exercice a mobilisé nos équipes salariées et militantes et nous avons soumis à consultation en novembre dernier notre nouveau plan à l'ensemble de nos adhérentes et adhérents. Un immense merci à toutes celles et ceux qui ont participé à l'élaboration de ce document-cadre qui va nous guider pendant les prochaines années.

Convaincre le plus grand nombre des changements structurels à mener

Ce plan vise à contribuer à accélérer le rythme global des transformations sociétales. L'heure n'est plus à la transition douce et lente mais à la bifurcation majeure. La détermination de Greenpeace est intacte et nous pouvons compter sur notre approche systémique, nos forces d'expertise et de terrain, nos méthodes et notre réseau international pour agir partout dans le monde. Mais nous aurons également besoin d'un véritable soutien de l'opinion, fort, influent et engagé pour une véritable transition écologique, en France et en Europe.

Nous souhaitons que cet élan draine une partie significative du grand public, des médias, de la classe politique, des étudiant·es, des responsables d'entreprises, des syndicats. Notre mouvement doit changer d'échelle et se compter non plus en dizaines de milliers de personnes dans la rue, mais en millions de personnes engagées à tous les niveaux. Nous devons contribuer à renforcer le niveau d'exigence et de radicalité de la société dans son ensemble.

Prioriser des axes essentiels pour préserver le climat et le vivant

Le plan définit ou confirme plusieurs axes de travail prioritaires pour contribuer à limiter le changement climatique et à mieux protéger la biodiversité :

- toxification des hydrocarbures et sortie des énergies fossiles;
- dénonciation de l'élevage industriel et mise en avant d'un changement de modèle agricole;

- protection de la haute mer, sanctuarisation des fonds marins, protection des forêts tropicales et lutte contre la déforestation importée;
- promotion de la transition énergétique sur la base des solutions portées par le dernier rapport des scientifiques du GIEC (développement accéléré des renouvelables, sobriété, ralentissement de la déforestation, végétalisation de l'alimentation).

Le bureau de Greenpeace en France jouera dans ce cadre un rôle majeur de coordination stratégique internationale de la campagne contre l'exploitation minière des grands fonds marins, une des campagnes prioritaires de Greenpeace sur les prochaines années, tout comme celle contre les énergies fossiles.

Ces campagnes seront déployées avec le soutien de nos expertises transversales (juridique, cartographie, data, investigation, finance) et notre service Actions pour continuer à lancer l'alerte et dénoncer l'inaction, le greenwashing ou les fausses solutions des responsables politiques ou économiques.

Renforcer le soutien aux dynamiques locales

En complément de nos actions nationales et internationales, nous continuerons de nous mobiliser localement, notamment en renforçant les campagnes locales portées par nos militantes et militants dans leurs régions, mais aussi par le travail de campaigning citoyen via la plateforme GreenVoice pour obtenir des victoires et contribuer à une dynamique d'accélération de la transition dans les territoires. Dans ce cadre, une attention particulière sera portée aux campagnes locales sur la thématique de l'eau, sur laquelle de nombreux groupes locaux sont mobilisés.

Agir en alliance pour un changement de modèle

Nous poursuivons le travail entamé lors du précédent plan visant à mettre en lumière les liens entre crise écologique et modèle de société, afin d'amorcer la nécessaire rupture avec une vision productiviste et consumériste. Nous mettrons en avant la nécessité

d'une transition écologique juste, qui ne laisse personne sur le bord de la route, en continuant à nouer des partenariats avec des syndicats et associations qui agissent contre la pauvreté et les inégalités.

Notre objectif est de convaincre de la nécessité d'engager des changements structurels forts dans nos modes de vie, de consommation et de production, et d'inciter le plus grand nombre à rejoindre cette dynamique, avec une

attention particulière à la jeunesse, première concernée par les enjeux écologiques et la justice sociale, et à toutes les personnes qui subissent de plein fouet la crise énergétique et inflationniste. Ainsi, nous continuerons à montrer que la lutte contre le changement climatique impose d'agir aussi sur les inégalités, que l'écologie et l'économie sont intrinsèquement liées et qu'il est temps de mettre en œuvre un nouveau modèle sociétal.

Une vision de l'avenir pour redonner espoir et mobiliser vers l'action

Face aux changements planétaires qui se déroulent sous nos yeux et affectent en premier lieu, souvent, les plus vulnérables, un autre avenir est possible. La solidarité, la colère contre l'inaction des responsables et la détermination à agir doivent chasser l'anxiété, le désespoir ou le fatalisme. Et il faut agir vite. Chaque dixième de degré compte, et limiter le réchauffement global peut sauver des centaines de milliers de vies.

Nous n'avons d'autres choix que de transformer en profondeur un système économique mondialisé basé sur la surconsommation, l'extractivisme, le techno-solutionnisme, le maintien d'inégalités et la poursuite de la croissance à tout prix dans un monde aux ressources limitées, et qui place les profits de quelques-un·es avant les intérêts du vivant. Repenser nos modes de vie pour plus de sobriété, tout en accompagnant par des politiques sociales adaptées les catégories les plus exposées, est une nécessité, pas une option. Cela passe par des politiques transformatives ambitieuses dans les transports, les bâtiments, l'agriculture, mais aussi par des normes contraignantes et non plus uniquement des mesures incitatives, telles que des obligations de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les entreprises, une réforme de leur fiscalité et du cadre des investissements financiers. C'est aussi accompagner les changements dans les modes de déplacement (réouverture de petites lignes de train, passage à des véhicules moins polluants sans reste à charge, développement des transports collectifs, du covoiturage, de l'autopartage, etc.), c'est financer la rénovation énergétique des logements passoires thermiques, c'est apporter une sécurité alimentaire pour permettre à toutes celles et tous ceux, notamment les jeunes, de se nourrir correctement avec des produits sains

de qualité. Toutes ces transformations permettront une amélioration du confort de vie pour des sociétés plus apaisées, où les limites planétaires sont respectées et où chacun et chacune voit ses besoins fondamentaux satisfaits. Elles peuvent être financées si on taxe les profits faramineux engrangés par les multinationales des énergies fossiles depuis plusieurs années, si partout dans le monde la fortune générée par des investissements dans des secteurs polluants est taxée à son juste niveau, si les États cessent de subventionner massivement les énergies fossiles et encadrent l'activité du secteur financier qui investit dans le développement de projets climaticides.

Pour mener à bien ces révolutions, nous avons toutes et tous un rôle à jouer. Nous devons d'abord modifier nos comportements pour incarner le changement au niveau individuel, en fonction de nos possibilités, mais aussi et surtout mener les actions collectives qui sont essentielles pour gagner la bataille, en augmentant la pression sur les politiques pour mettre en œuvre des mesures ambitieuses et contraignantes, du local au national.

La radicalité de notre détermination est nécessaire pour confronter l'extrémisme de ceux et celles qui font tout pour préserver un système qui maintient les privilèges d'une minorité au détriment d'un futur viable pour nous et nos enfants. Depuis nos groupes locaux, présents dans des dizaines de villes en France, jusqu'aux couloirs de l'ONU et des sommets internationaux, avec notre équipe d'expert·es scientifiques et d'investigation et aux côtés de centaines d'organisations dans le monde, Greenpeace est présente pour porter cette vision et sommer d'agir les personnes qui nous dirigent.

Le temps presse. Rejoignez-nous.



GREENPEACE, **UNE HISTOIRE** **D'ENGAGEMENT**

VOS DONNS EN ACTION

Votre générosité est indispensable : nous ne pouvons avancer et réussir qu'avec votre aide

Grâce à vos dons, nous pouvons par exemple :

- Fabriquer et diffuser 20 rapports d'expertise scientifique : 50 €
- Organiser une sortie de trois heures en bateau semi-rigide, pour prélever des échantillons en mer : 90 €
- Acheter un système de captation d'image en immersion pour étudier la faune et la flore sous-marines : 600 €

C'est aussi l'addition de la générosité de tous nos adhérent·es qui nous permet de déployer des actions plus coûteuses ou qui doivent être conduites sur le plus long terme :

- La contribution annuelle de 40 adhérent·es nous soutenant par des dons réguliers de 10 € par mois nous permet de financer le suivi de dossiers juridiques sur l'importation illégale de bois par des entreprises françaises.
- La contribution annuelle de 160 adhérent·es nous soutenant par des dons réguliers de 10 € par mois nous permet de financer l'analyse des flux autoroutiers à proximité d'une école pour dénoncer la mauvaise qualité de l'air.
- La contribution annuelle de 625 adhérent·es nous soutenant par des dons réguliers de 10 € par mois nous permet de financer la réalisation d'une enquête sur les stratégies d'influence de TotalEnergies, de produire et de diffuser des vidéos de décryptage pour dénoncer les pratiques de manipulation de la major pétro-gazière.

Votre soutien est indispensable, merci!

Grâce à toutes les personnes qui se mobilisent à nos côtés de façon fidèle depuis des années, Greenpeace continue de lancer l'alerte partout sur le globe et d'agir pour construire un monde durable, équitable, désirable :

Avec nous, défendez l'environnement, le climat et la biodiversité en faisant connaître Greenpeace autour de vous, à vos proches ou à vos connaissances préoccupées par les questions climatiques.

Déduction fiscale :

L'impact de vos dons est renforcé grâce à la déduction fiscale. Si vous êtes imposable, vous pouvez bénéficier de 66 % de déduction fiscale sur le montant de votre don, dans la limite de 20 % de vos revenus imposables. Par exemple, en faisant un don de 100 € à Greenpeace, cela vous revient en réalité à 34 €.

Nous continuons à avoir besoin de vous, partout, tout le temps.

← Mars 2022 : des activistes de Greenpeace bloquent l'arrivée de pétrole russe à l'entrée d'une raffinerie, en Allemagne. Leur message : la paix oui, le pétrole non.

RELATIONS ADHÉRENT-ES

Merci pour vos retours qui nous donnent l'énergie de porter vos combats et vos espoirs chaque jour de l'année!

Notre équipe des Relations adhérent-es intervient en soutien de toutes les campagnes pour renforcer la compréhension de nos messages et votre fidélisation. Elle répond à toutes vos questions toute l'année et traite l'ensemble de vos demandes concernant l'adhésion, la gestion des informations personnelles, les missions et le fonctionnement de Greenpeace, les campagnes menées par nos différentes équipes, des sujets liés à l'écologie sur lesquelles Greenpeace France ne travaille pas, pas encore ou plus. Notre équipe intervient en soutien de toutes les campagnes pour renforcer la compréhension de nos messages et votre fidélisation.

Yveline, Occitanie

“Je veux donc vous remercier sincèrement pour les actions que vous menez.”

“

Merci pour tout ce que vous faites au nom de la planète.

Nadine, Grand-Est

Alain, Île-de-France

“Je vous adresse un message de soutien. Bravo pour votre travail acharné, je suis fier de vous et je continue à vous soutenir.”

Anna-Christine, Occitanie

“Merci pour votre engagement et pour les valeurs que vous portez. Je vous soutiendrai de mon mieux.”

Hélène, Nouvelle-Aquitaine

“Encore BRAVO pour tout et je suis fière d'être parmi vous.”

“

Bravo! Je vous soutiens financièrement... et avec le ♥!

Brigitte, Bretagne

Alix, Auvergne-Rhône-Alpes

“Un grand merci et bravo à vous pour votre action et votre engagement ! Je souhaite encore de longues années de courage à toute l'équipe de Greenpeace, que je soutiendrai sans faille !”

Christiane, Provence-Alpes-Côte d'Azur

“Merci merci pour tout votre travail, j'ai passé l'âge des manifestations mais mon cœur est à vos côtés... Ensemble, continuons le combat.”

Laurent, Île-de-France

“Merci pour votre persévérance, merci pour votre ténacité, continuez, ne lâchez rien !!!”

Chloé, Provence-Alpes-Côte d'Azur

“Que tous ceux qui animent Greenpeace soient remerciés pour leur courage, leur ténacité et le combat qu'ils mènent.”

Marie-Odile, Normandie

“Nous sommes de tout cœur avec les positions que vous prenez depuis toujours et nous vous encourageons à rester déterminés. Ne perdons pas notre âme, gardons espoir, étayé par les réflexions et les actions.”

“

Vous contribuez à m'insuffler de l'espoir.

Cécile, Île-de-France

Anne-Mireille, Auvergne-Rhône-Alpes

“Je me réjouis d'adhérer à Greenpeace France. Merci mille fois pour ce que vous faites pour notre planète.”

En 2022, nous avons traité 46 677 demandes.

LIBÉRALITÉS

Il existe également d'autres façons de nous aider financièrement pour nous permettre de poursuivre notre objectif d'un monde plus respectueux du vivant

La protection de l'environnement nous engage pour de longues années. Ainsi, les legs, donations et assurances-vie sont des modes de soutien très précieux pour Greenpeace. Si les dons nous permettent d'agir au quotidien, les libéralités nous offrent, elles, les moyens d'agir sur un temps long.

En 2009, Greenpeace France a constitué un fonds de dotation lui permettant depuis lors de recevoir des libéralités en totale exonération de droits de succession. Ce fonds de dotation a pour unique objet de financer les missions de Greenpeace.

En 2022, sur les 793 000 € reçus dans le cadre de ce fonds, 650 000 € ont été utilisés pour la réalisation de nombreuses activités en faveur de l'environnement, de la préservation des écosystèmes et d'une transition écologique et sociale. Le solde sera utilisé pour la réalisation de futurs projets.

Derrière cette somme importante reçue l'an dernier, se trouvent avant tout les noms et les visages des 17 personnes qui ont fait le choix de faire perdurer leurs convictions en désignant Greenpeace sur leur testament. Nous leur en sommes profondément reconnaissants.

Et parce qu'il s'agit d'une démarche qui nécessite des informations spécifiques, une équipe dédiée a été constituée. Sa mission : accompagner en toute confidentialité les personnes qui s'interrogent sur ce sujet ou ont ce projet en tête, en leur apportant des réponses et conseils personnalisés, et ce avec le soutien de notaires bénévoles.

Pour en savoir plus :
greenpeace.fr/legs-donations-assurance-vie

FOCUS

Le fonds de dotation de Greenpeace

En 2022, ce fonds a financé les campagnes de l'association à hauteur de :

650 000 euros



→ Énergie - Climat :
100 000 €



→ Agriculture - Forêts :
300 000 €



→ Océans - Transports - Pétrole :
250 000 €

GREENPEACE ET SES DIVERSES FORMES D'ENGAGEMENT : TÉMOIGNAGES

Soutenir financièrement l'association, s'engager dans un groupe local ou sur le terrain, militer près de chez soi, agir concrètement pour la protection de l'environnement, montrer sa détermination et amplifier localement les combats de Greenpeace...

“

Comme beaucoup, je suis préoccupée par l'ampleur de la crise climatique. C'est pour ça que j'ai décidé de soutenir une association environnementale. Mon choix s'est porté sur Greenpeace, pour sa dimension internationale, et surtout parce qu'elle est totalement indépendante : elle refuse les subventions des États et les dons d'entreprises. **Je suis convaincue que c'est en se rassemblant qu'on fera pencher la balance.**



SOPHIE L.

Adhérente depuis 2017

Nous sommes dans une situation d'urgence climatique qui me pousse à agir au sein de Greenpeace, **il est essentiel de ne pas se résigner et continuer à lutter.**



BARBARA R.

Militante au groupe local d'Angers pendant deux ans puis à Bordeaux depuis trois ans

”

“

La recherche et l'investigation représentent une étape majeure dans la construction des projets à Greenpeace France, et l'année 2022 a été consacrée à la réalisation de projets de géomatique qui ont touché presque toutes nos campagnes, ainsi qu'à l'écriture de synthèses de la littérature scientifique sur des sujets stratégiques pour l'organisation. **Par l'apport d'une information solide et précise**, ces recherches permettent à la fois d'estimer les impacts environnementaux des activités humaines, d'en identifier les moteurs et de définir les orientations les plus pertinentes du changement de société que nous visons.



EMMA

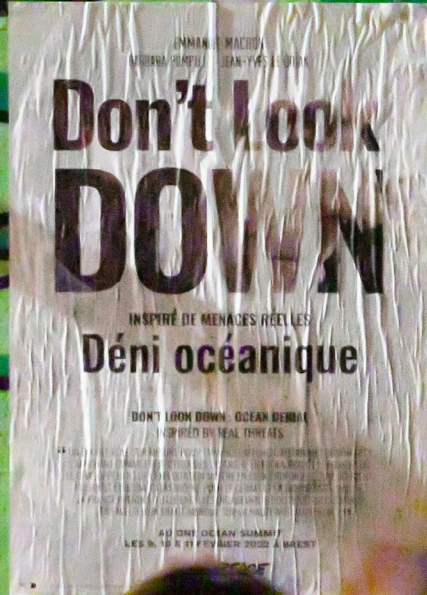
Activiste depuis 10 ans, elle a participé à des actions en 2022



ADRIEN C.

Géomaticien et chargé de recherche documentaire, salarié à Greenpeace France depuis 2015

”



Février 2022 : collage d'affiches de films parodiques « Don't Look Down » lors du One Ocean Summit à Brest, en France, pour dénoncer le refus du président français de s'engager dans des actions concrètes pour protéger les océans.

© Micha Patault / Greenpeace



GROUPES LOCAUX ET LUTTES LOCALES

Greenpeace s'appuie sur un solide réseau de militant-es bénévoles au sein de 35 groupes locaux partout en France

En parallèle des campagnes menées par Greenpeace en France et à l'international, les militants et militantes des groupes locaux sont engagés dans des luttes locales et mènent campagne sur des enjeux environnementaux spécifiques à leur territoire : lutte contre l'extension d'aéroport, contre des projets autoroutiers, etc. Des projets absurdes que nos militant-es combattent sans relâche sur le terrain en alliance avec d'autres organisations.

EN 2022, LE GROUPE DE BREST (FINISTÈRE)

A ÉTÉ CRÉÉ



← Septembre 2022 : dans une ambiance joyeuse et festive, à la Gare de Lyon à Paris, les militant-es de Greenpeace ont félicité toutes les personnes qui se déplacent en train plutôt qu'en avion, faisant ainsi le choix d'un mode de déplacement bas-carbone.

© Claire Jaillard / Greenpeace

EXEMPLE D'UNE LUTTE LOCALE

Mobilisation pour l'eau et contre les mégabassines

La question des mégabassines a fait la une des médias ces derniers mois, mais le sujet a été complètement dévoyé par les autorités et le syndicat agricole FNSEA, qui ont cherché à dénigrer les mobilisations sans s'attaquer au fond du problème. Plusieurs groupes locaux de Greenpeace France sont impliqués depuis plusieurs années sur le sujet, notamment ceux de Poitiers et de la Rochelle.

Aux côtés de plusieurs organisations membres de l'Alliance écologique et sociale, dont la Confédération paysanne, Greenpeace Poitiers s'oppose aux projets de mégabassines, réserves d'eau gigantesques censées aider le secteur agricole à faire face au changement climatique alors qu'elles ne font, en réalité, qu'accentuer la pression sur les ressources en eau, nuisent à la biodiversité et continuent d'alimenter un modèle agro-industriel inadapté.

Qu'est-ce qu'une mégabassine ?

Les mégabassines sont de gigantesques ouvrages de stockage d'eau destinées à répondre aux besoins de l'agro-industrie, notamment en période estivale. Il s'agit d'énormes bassins artificiels, plastifiés et imperméables, qui s'étendent en moyenne sur une superficie de huit hectares. Les plus grandes peuvent atteindre 18 hectares. Officiellement baptisées « réserves de substitution » par leurs promoteurs, ces bassines sont censées se remplir en période hivernale afin de permettre aux agriculteurs et agricultrices de continuer à irriguer leurs cultures lors des périodes de sécheresse et de fortes tensions sur la demande en eau. Pour autant, elles ne sont pas du tout la solution idéale pour s'adapter au changement climatique.

Pourquoi posent-elles problème et pourquoi s'y opposer ?

Contrairement aux discours de leurs promoteurs, les mégabassines ne sont pas simplement alimentées par les eaux de pluie. Elles nécessitent des opérations de pompage, aussi bien dans les nappes phréatiques, qui peinent à se reconstituer durablement, que dans

les cours d'eau, ce qui accentue la pression sur les ressources. Par ailleurs, elles ont un impact sur le milieu naturel et la biodiversité. En stockant de l'eau qui aurait dû s'infiltrer dans les sols ou ruisseler dans les cours d'eau, elles privent les écosystèmes environnants d'une ressource vitale, qui permet notamment aux zones humides et aux sols de se reconstituer pendant l'hiver. Elles transforment également une ressource courante et vivante en eau stagnante, qui s'évapore et se dégrade. Les estimations des pertes liées à l'évaporation dans ce type d'ouvrages se situent entre 20 % et 60 %, selon Christian Amblard, directeur de recherche honoraire au CNRS et spécialiste de l'eau et des systèmes hydrobiologiques. La multiplication de ces mégabassines est d'autant plus problématique qu'elles devront partager une même ressource limitée. Enfin, ces mégabassines contribuent au maintien d'un modèle agro-industriel dévastateur et inadapté face au changement climatique, dont il est en partie responsable. Essentiellement destinées à alimenter des productions très gourmandes en eau, comme le maïs majoritairement destiné à l'élevage industriel, elles servent avant tout les intérêts des acteurs agro-industriels, au détriment de solutions locales et paysannes. En subventionnant ces ouvrages, les pouvoirs publics contribuent encore à l'industrialisation de l'agriculture et à un usage accru d'engrais chimiques et de pesticides.

À plusieurs reprises en 2022, des militantes et militants du groupe local de Poitiers et de l'ouest de la France se sont mobilisés sur le terrain afin de dénoncer l'accaparement de l'eau par de gros exploitants agricoles. L'équipe participe activement aux réunions organisées par le collectif Bassines Non Merci 86, s'oppose au projet de ferme-usine de 1200 taurillons à Coussay-les-Bois et prépare les manifestations. En lien avec les autres collectifs impliqués dans ces luttes locales (Bassines Non Merci, Confédération Paysanne, Les Soulèvements de la Terre), ces mobilisations se poursuivront en 2023, notamment pour s'opposer au démarrage du chantier de la bassine de Saint-Sauvant (Vienne).

Greenpeace continuera de mener des actions des actions de façon engagée et déterminée, dans le respect de notre principe fondateur de non-violence.

ALLIANCES AVEC D'AUTRES ACTEURS DU CHANGEMENT

Ensemble, nous mettons en avant des solutions pour un futur plus écologique et social et prouvons que, sur le terrain, écologie peut et doit rimer avec emplois!

En parallèle de son soutien au mouvement climat, Greenpeace France s'est associée à plusieurs associations et syndicats engagés dans la justice sociale et l'environnement.

Alliance écologique et sociale

Créé pendant la crise sanitaire en 2020, le collectif Plus Jamais ça, composé à l'origine de huit associations et syndicats (Attac France, la CGT, Greenpeace France, Les Amis de la Terre France, La Confédération paysanne, FSU, Oxfam France et Solidaires), s'est depuis élargi. En 2022, pour mieux refléter l'ampleur de son travail, il a été renommé l'Alliance écologique et sociale, et compte aujourd'hui plus de 25 membres. Acteur central de l'écologie sociale, il est en lien direct avec la réalité des luttes sur tout le territoire. Les marches pour le climat, en mars 2022, ont été l'occasion pour les membres du collectif de défiler ensemble et d'incarner l'unité entre les mouvements écologistes, syndicalistes et sociaux. Fort des expertises complémentaires de ses membres, le collectif s'emploie à proposer des alternatives durables et à démontrer qu'un autre monde est possible, en développant des propositions concrètes pour aujourd'hui et des réformes plus profondes pour demain.

Victoire pour Chapelle-Darblay

L'un des premiers combats du collectif a porté sur la papeterie de Chapelle-Darblay, seule usine française capable de produire du papier journal et d'emballage 100 % recyclé, menacée de délocalisation. Après de nombreux rebondissements, un rapport de force avec le gouvernement, une pétition signée par plus de 50 000 personnes et le soutien d'élus locaux, la lutte a payé ! En mai 2022, la métropole de Rouen, qui avait préempté le site et les machines, a signé l'acte de vente à un consortium d'industriels qui s'est engagé à sauvegarder l'intégrité de l'outil industriel et à réembaucher la grande majorité des salarié·es.

Pour une meilleure répartition des richesses

L'Alliance écologique et sociale a également défendu l'idée de créer une taxe sur les superprofits des multinationales. Dans une note publiée en septembre 2022, le collectif estime que cette taxe, appliquée à tous les superprofits (et pas seulement à ceux du secteur énergétique), rapporterait entre 10 et 20 milliards d'euros. Enfin, les membres du collectif se mobilisent contre les mégabassines, dénonçant la pression de ces structures sur les ressources en eau.



Février 2021 : les organisations de l'Affaire du Siècle fêtent le jugement historique rendu par le tribunal administratif de Paris.
© Emeric Fohlen / L'Affaire du Siècle

L'Affaire du Siècle

En 2019, Greenpeace France, Notre Affaire à Tous, Oxfam France et la Fondation pour la Nature et l'Homme assignaient l'État français en justice pour son inaction face au changement climatique. Le 14 octobre 2021, le tribunal administratif de Paris condamnait l'État pour inaction climatique et lui enjoignait de prendre, avant le 31 décembre 2022, toutes les mesures nécessaires pour remédier à ses défaillances. Tout au long de l'année 2022, les associations requérantes sont restées mobilisées pour pousser le gouvernement à agir, notamment en publiant des rapports d'expertise et en proposant des pistes sérieuses pour baisser les émissions de gaz à effet de serre. Le délai accordé par la justice à l'État ayant expiré sans que des mesures à la hauteur aient été prises, les organisations demanderont au tribunal administratif, courant 2023, le versement d'astreintes financières afin de forcer l'État à agir.

S'ENGAGER AUTREMENT

L'engagement citoyen au cœur des campagnes menées par Greenpeace

La mobilisation collective est indispensable à la défense de l'environnement

En complément du don financier et de l'engagement dans un groupe local, il y a de multiples manières d'agir. Chacun et chacune peut apporter sa pierre à l'édifice.

L'engagement citoyen est au cœur des campagnes menées par Greenpeace. Il donne une résonance au travail que nous menons quotidiennement pour entreprendre des transformations profondes de nos sociétés.

Il n'y a pas de petit engagement et les possibilités de se mobiliser sont nombreuses

→ Agir en ligne en relayant les messages portés par Greenpeace sur les réseaux sociaux, en signant les pétitions pour donner du poids aux revendications et faire pression sur les responsables économiques et politiques, ou encore en devenant cybermilitant·e.

→ Rejoindre les **Mardis Verts**, la newsletter qui propose des idées et des astuces pour adopter un mode de vie plus respectueux de l'environnement greenpeace.fr/mardis-verts.

Fin 2022, 86 027 personnes étaient abonnées à cette newsletter.

→ Lancer une campagne citoyenne sur **GreenVoice**, la plateforme de pétitions en ligne dédiée à l'environnement, et se faire accompagner par une équipe dédiée pour que vous puissiez vous mobiliser à votre niveau contre un projet destructeur pour l'environnement : greenvoice.fr.

En 2022, la communauté GreenVoice comptait 320 000 membres, plus de 600 pétitions hébergées sur la plateforme, 729 536 signatures (+ 88 % par rapport à 2021) et plus de 30 mobilisations victorieuses.

CYBERMILITANTISME



Militons en ligne pour le #climat!

Interpeller des responsables politiques et économiques, combattre la désinformation et amplifier nos messages, **porter le flambeau de la justice climatique dans l'univers des médias sociaux...**

À vos claviers et smartphones, activistes numériques! Le climat et la biodiversité ont besoin de vous pour sensibiliser le plus grand nombre d'internautes aux enjeux environnementaux.

Rejoignez nos quelque 500 cybermilitant·es via notre boucle des cybermilitant·es Greenpeace sur Telegram pour participer avec nous à de nombreuses actions en ligne.

<https://act.gp/cyber>

N'hésitez pas aussi à vous informer grâce à nos réseaux sociaux :



Janvier 2022 : une équipe de scientifiques indépendants de l'Université de Stony Brook étudient les impacts de la crise climatique sur les populations de manchots antarctiques.
© Tomás Munita / Greenpeace



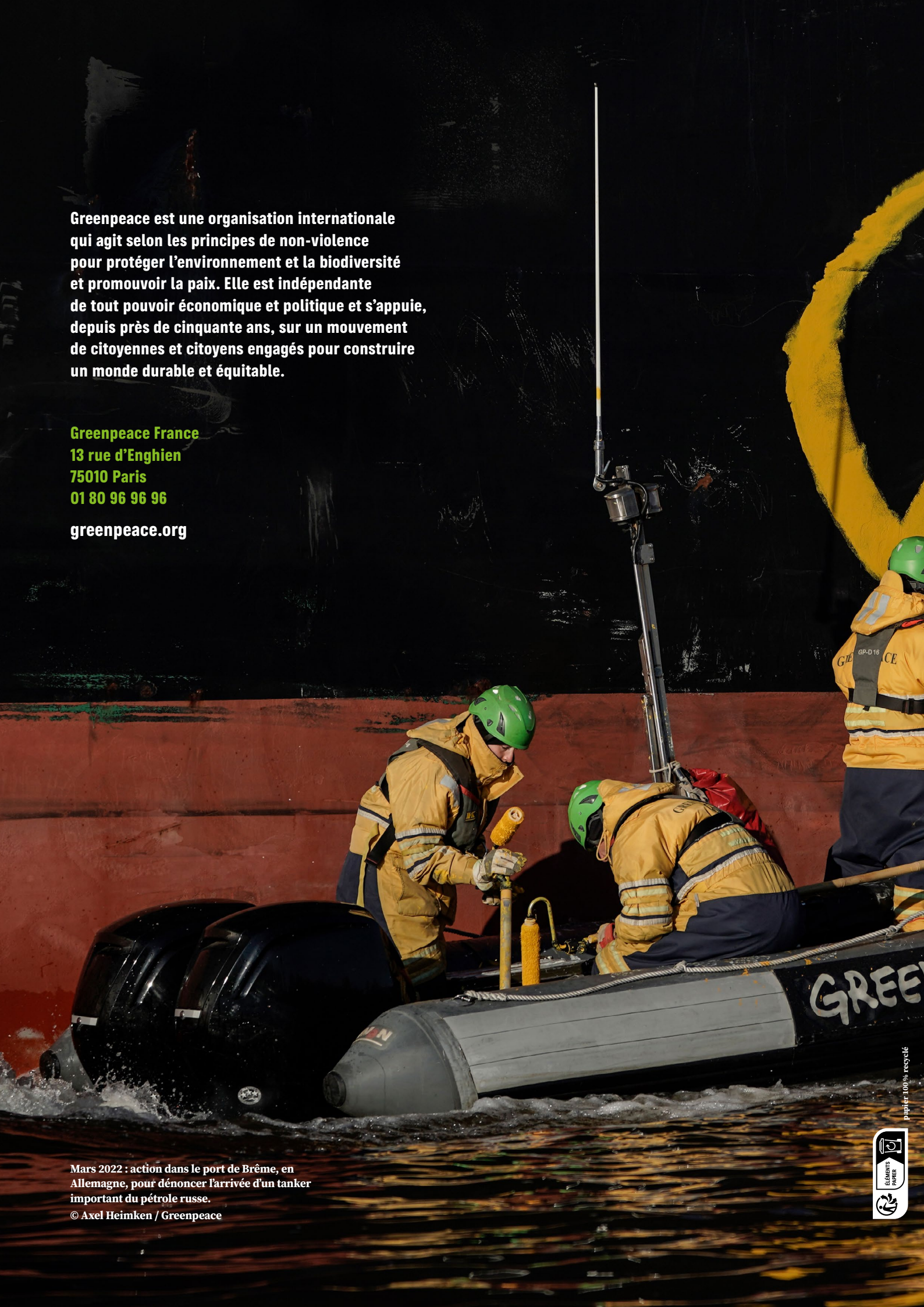
RESTEZ À BORD EN 2023!



Greenpeace est une organisation internationale qui agit selon les principes de non-violence pour protéger l'environnement et la biodiversité et promouvoir la paix. Elle est indépendante de tout pouvoir économique et politique et s'appuie, depuis près de cinquante ans, sur un mouvement de citoyennes et citoyens engagés pour construire un monde durable et équitable.

Greenpeace France
13 rue d'Enghien
75010 Paris
01 80 96 96 96

[greenpeace.org](https://www.greenpeace.org)



Mars 2022 : action dans le port de Brême, en Allemagne, pour dénoncer l'arrivée d'un tanker important du pétrole russe.

© Axel Heimken / Greenpeace



papier 100% recyclé